



**KPMG S.A.**  
224 rue Carmin  
CS 17610  
31676 Labège

# Adefpat

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025  
Adefpat  
17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



**KPMG S.A.**  
224 rue Carmin  
CS 17610  
31676 Labège

## **Adefpat**

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée générale de l'Association ADEFPAT,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADEFPAT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.4.1. - Présentation des comptes » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe délibérant.

### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

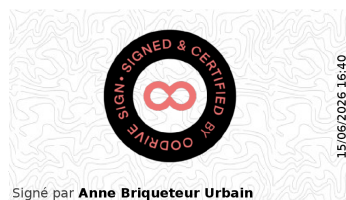


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Labège, le 15 juin 2026

KPMG S.A.



**Adefpat**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2025

## BILAN ACTIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

		EXERCICE 2025			Exercice antérieur 2024
		Brut	Amortis. Provisions	Net	
ACTIF IMMOBILISÉ	<b>Frais d'établissement (I)</b>				
	<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	70 621,61	69 629,70	991,91	3 825,07
	Fond commercial				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	<b>Immobilisations Corporelles</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations corporelles	44 007,91	38 941,48	5 066,43	3 773,84
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	<b>Immobilisations Financières</b>				
	Participations	1 000,00		1 000,00	1 000,00
	Créances rattachées à des participants				
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés	1 265,75		1 265,75	1 266,17
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	<b>Total de l'actif immobilisé (II)</b>	<b>116 895,27</b>	<b>108 571,18</b>	<b>8 324,09</b>	<b>9 865,08</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en-cours</b>				
	Stocks et en-cours				
	<b>Créances</b>				
	Créances Clients et comptes rattachés	4 746,00		4 746,00	35 622,29
	Autres créances	972 176,95		972 176,95	1 260 763,33
	Charges constatées d'avance	3 266,20		3 266,20	4 075,77
	Capital souscrit appelé, non versé				
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
	Actions propres				
	Autres titres				
ACTIF CIRCULANT	Disponibilités	501 353,07		501 353,07	236 397,84
	<b>Total de l'actif circulant (III)</b>	<b>1 481 542,22</b>		<b>1 481 542,22</b>	<b>1 536 859,23</b>
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Amortissement des emprunts (V)				
	Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)				
	<b>TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>1 598 437,49</b>	<b>108 571,18</b>	<b>1 489 866,31</b>	<b>1 546 724,31</b>

## BILAN PASSIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

		EXERCICE 2025	Exercice antérieur 2024
Fonds Propres	Capital (dont versé...)		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Écarts de réévaluation		
	Écarts d'équivalence		
	<b>Réserves</b>		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves règlementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	484 933,98	480 172,90
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>7 235,24</b>	<b>4 761,07</b>
	Subventions d'investissement		
	Provisions règlementées		
	<b>Total des capitaux propres (I)</b>	<b>492 169,22</b>	<b>484 933,97</b>
Provisions	Provisions pour risques	177 790,93	166 445,36
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions (II)</b>	<b>177 790,93</b>	<b>166 445,36</b>
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	319 102,23	410 554,82
	Emprunts et dettes financières diverses	193 437,00	175 998,00
	Instruments financiers à termes		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	116 681,17	148 649,68
	Dettes fiscales et sociales	162 434,14	157 651,20
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	15 386,62	2 491,28
	Produits constatés d'avance	12 865,00	0,00
	<b>Total des dettes (III)</b>	<b>819 906,16</b>	<b>895 344,98</b>
	Écarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (IV)		
	<b>TOTAL PASSIF (I+II+III+IV)</b>	<b>1 489 866,31</b>	<b>1 546 724,31</b>



17, rue Gabriel Compayré - 81000 ALBI  
 contact@adefpat.fr www.adefpat.fr  
 05 63 36 20 30


## COMPTE DE RESULTAT

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Produits d'exploitation</b>		
Montant net du chiffres d'affaires	124 265,40	156 846,29
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions	1 231 834,94	1 254 627,77
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		9 384,00
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres produits	99,72	13 003,92
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>1 356 200,06</b>	<b>1 433 861,98</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats et autres charges externes	153 378,81	174 664,56
Impôts, taxes et versements assimilés	41 131,54	39 576,92
Salaires	543 563,46	535 802,03
Cotisations sociales	214 036,47	213 792,44
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 247,86	9 356,47
Dotations aux provisions	11 345,57	7 816,00
Autres charges	370 174,09	432 866,75
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>1 338 877,80</b>	<b>1 413 875,17</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>17 322,26</b>	<b>19 986,81</b>
<b>Quote-part de résultat sur opérations faites en commun</b>		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
<b>Produits financiers</b>		
De participation		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 681,84	
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total des produits financiers (V)</b>	<b>2 681,84</b>	<b>0,00</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	12 768,86	10 191,73
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total des charges financières (VI)</b>	<b>12 768,86</b>	<b>10 191,73</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>-10 087,02</b>	<b>-10 191,73</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II +III-IV+V-VI)</b>	<b>7 235,24</b>	<b>9 795,08</b>
Produits exceptionnels (VII)	0,00	0,00
Charges exceptionnelles (VIII)	0,00	5 034,00
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 034,00</b>
Participations des salariés aux résultats (IX)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (X)	0,00	0,00

Total des produits (I+III+V+VII)	1 358 881,90	1 433 861,98
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 351 646,66	1 429 100,90
BENEFICE ou PERTE	7 235,24	4 761,08

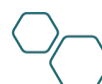




# Annexe

## aux comptes annuels

### De l'exercice clos au 31/12/2025



## **I. Informations générales**

- Siret : 328 933 668 00043
- Dénomination : ASS DEVELOPPEMENT PAR LA FORMATION
- Sigle : Adefpat
- Catégorie juridique : 9220 – association déclarée
- Activité principale : 85.59A – Formation continue d'adultes

L'Adefpat est une association loi 1901 créée en 1983 à l'initiative d'élus et d'acteurs économiques du Tarn et de l'Aveyron. Sa finalité est le maintien de l'activité et de l'emploi dans les zones rurales en appuyant toutes les initiatives pouvant y contribuer. L'Adefpat intervient sur six départements d'Occitanie : l'Aveyron, le Lot, la Lozère, le Tarn, le Tarn & Garonne et l'Hérault.

L'Adefpat a pour mission de développer l'économie, la vitalité, l'attractivité et la qualité de vie des territoires par la montée en compétence individuelle, collective et territoriale ; et de renforcer la capacité d'action, collective et individuelle, dans les territoires ruraux. Elle conduit cette mission par :

- L'accompagnement des porteurs de projets et des territoires
- L'expérimentation et l'innovation territoriale
- La professionnalisation et la coopération entre acteurs du développement

Sollicités par les adhérents ou par les porteurs de projet, **les conseillers en formation-développement** sont en permanence sur le terrain. Ils analysent les besoins, enrichissent les projets et organisent le partenariat. Ils élaborent le cahier des charges de chaque accompagnement, recherchent et mobilisent les consultants formateurs. Par un travail de veille sur les nouvelles approches de l'accompagnement, les méthodes d'animation et l'ingénierie de projet, l'équipe de l'Adefpat est force de propositions et de mises en réseau. Elle suscite et accompagne les projets innovants, en assurent le montage et le suivi.

Les conseillers en formation-développement ont aussi pour mission l'animation du réseau des adhérents et les relations avec les organisations de développement local et les organisations consulaires.

Basée à Albi, **l'équipe administrative** assure la gestion, le secrétariat et le suivi financier de l'association.

L'association est financée principalement par le Conseil Régional d'Occitanie, les Conseils Départementaux du Tarn, du Lot, du Tarn et Garonne, de la Lozère et de l'Hérault et des fonds européens.



## **2. Faits majeurs de l'exercice 2025**

### **2.1. Evénements principaux de l'exercice 2025**

Néant.

### **2.2 Evénements post clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

### **2.3 Chiffres clés 2025**

- Total du bilan : 1 489 866,31 €
- Résultat : 7 235,24 €

### **2.4. Principes, règles et méthodes comptables**

#### **2.4.1. Présentation des comptes**

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, aux dispositions du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Pour l'exercice ouvert à compter du 01/01/2025, mention de la première application des règlements :

- ANC 2022-06 et ANC 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers ;
- ANC 2025-01 sur une information sur les honoraires de certification des informations de durabilité (si l'entité est concernée) ;
- ANC 2025-02 relatif au traitement comptable d'une contribution exceptionnelle et de taxes instaurées par les articles 48 et 95 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 (si l'entité est concernée) ;
- le cas échéant, ANC 2024-07 relatif à la distinction dettes - autres fonds propres (si appliqué par anticipation).



- Durée de l'exercice : 12 mois
- Absence de TVA : les montants sont comptabilisés TTC
- Absence de stocks : aucune valorisation de stock n'est réalisée
- L'association ne verse aucune rémunération aux administrateurs
- Les comptes sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

## 2.4.2. Changement de méthode de présentation

Mise à jour de la nomenclature des comptes et modernisation des modèles des états financiers conformément au règlement ANC n° 2022-06 et ANC 2023-03.

Le règlement a pour effet notamment :

- L'introduction d'une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel
- La suppression de la technique du transfert de charge
- La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers
- L'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe

Selon les règles françaises, un changement de réglementation comptable est qualifié de changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC n°2022-06.

Les principaux impacts sur les comptes au 31/12/2025 sont les suivants :

Poste concerné (ancien modèle 2024)	Montant N-1 selon ancien modèle format Montant 2024	Reclassement requis au titre du règlement	Poste d'arrivée dans le nouveau modèle	Montant après reclassement - 2025
charges exceptionnelles	1 095,25 €	654100	Autres charges	2 506,00 €
charges exceptionnelles	3 938,75 €	654400	Autres charges	11 219,50 €
charges exceptionnelles	0 €	658000	Autres charges	323,81 €
charges exceptionnelles	0 €	637000	Charges d'exploitation	661,39 €

### 3. Informations relatives au BILAN

#### 3.1. Actif

##### 3.1.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- Leur prix d'achat (y compris droits de douanes et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- Des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Tableau synthétique des immobilisations corporelles et incorporelles :

N° Compte	Libellé	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
20510000	Logiciels informatiques	85 172		14 550	70 622
<b>Immobilisations corporelles</b>					
21810000	Installations générales	2 323		392	1 931
21830000	Matériel du bureau	31 128	3 707	4 479	30 356
21840000	Mobilier de bureau	11 721			11 721
<b>TOTAL</b>		<b>130 344</b>	<b>3 707</b>	<b>19 422</b>	<b>114 630</b>

	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
MacBook PB et sa batterie			1 565		
MacBook AF			1 609		
Imprimante BD			533		
<b>TOTAL</b>			<b>3 707</b>		

Ventilation des augmentations :

Ventilation des diminutions :

	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Pitches Vidéos					14 550
Nextiraone 5					179
Nextiraone					213
Imprimante Brother BS					99
MacBook PS					1 879
MacBook VP					2 501
<b>TOTAL</b>					<b>19 422</b>

Tableau synthétique des amortissements :

N° Compte	Libellé	Durée d'amort.	Mode d'amort.	Amort. cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions	Amort. cumulés à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
28050000	Amort. Logiciels	3 ans	linéaire	81 347	2 833	14 550	69 630
<b>Immobilisations corporelles</b>							
28181000	Amort. Installations	6 ans	linéaire	557	322	392	486
28183000	Amort. Matériel bureau	3 ans	linéaire	29 121	2 093	4 479	26 734
28184000	Amort. Mobilier bureau	3 ans	linéaire	11 721	-		11 721
<b>TOTAL</b>				<b>122 745</b>	<b>5 248</b>	<b>19 422</b>	<b>108 571</b>

Modifications sur l'année :

- Nouvelles immobilisations en matériel du bureau : 2 ordinateurs et 1 imprimante

- Mise au rebut d'un logiciel de vidéos, de systèmes téléphoniques, et de deux ordinateurs amortis.

Ventilation des dotations:

	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Amort. Logiciels	0	2 833	0	0
Amort. Installations	0	322	0	0
Amort. Matériel bureau	0	2 093	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>5 248</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Ventilation des diminutions :

	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Amort. Logiciels			14 550 €
Amort. Installations			392 €
Amort. Matériel bureau			4 479 €
<b>TOTAL</b>			<b>19 422 €</b>

### 3.1.2. Immobilisations financières

Tableau des immobilisations financières :

N° Compte	Libellé	Désignation	Date d'achat	Valeur
261000000	Titre de participation	Résilience	20/11/2020	1 000,00
271100000	Actions	Crédit Coopératif	avant 2020	1 265,75
<b>TOTAL</b>				<b>2 265,75</b>

Les immobilisations financières sont des parts sociales que l'Adefpat a souscrit auprès des établissements bancaires qui la soutiennent et de Résilience.

### 3.1.3. Créances usagers

Les créances usagers correspondent aux participations des bénéficiaires des accompagnements de formation-développement, pour un montant de 4 746 €. Toutes les créances ont moins d'un an.

### 3.1.4. Autres Créances

#### 3.1.4.1. Créances financeurs

Compte	Financier	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
A l'échelle européenne				
441700	Fonds Social Européen	395 780,99 €	512 239,08 €	376 331,67 €
441744	FEADER	535 592,18 €	352 786,38 €	319 103,17 €
441747	FEDER	23 486,54 €	228,25 €	31 820,28 €
A l'échelle nationale				
441748	FNADT	- €	7 379,22 €	0 €
441770	BPI	- €	120 822,66 €	63 334,55 €
441720	DDETSPP	1 229,90 €	31 280,79 €	13 796,67 €
441730	Caisse des Dépôts et Consignation	6 121,62 €	20 074,85 €	6 525,00 €
A l'échelle locale				
441710	Conseil Régional	174 321,94 €	175 515,14 €	158 904,85 €
441732	Département de l'Hérault	1 500,00 €	1 500,00 €	- €
441733	Département de la Lozère	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €
441759	ASP	3 500,00 €	- €	- €
<b>Totaux</b>		<b>1 142 733,17 €</b>	<b>1 223 026,37 €</b>	<b>971 016,19 €</b>

#### 3.1.4.2. Produits à recevoir

Il n'y a pas de produits à recevoir au 31/12/2025

### 3.1.5. Disponibilités

Banque	Type de compte	Solde au 31/12/2025	Taux intérêts
Crédit coopératif	compte courant	36 774,98 €	
Crédit coopératif	livret A	78 958,02 €	1,5 %
Crédit coopératif	livret solidaire	346 755,33 €	0,6 %
Caisse d'épargne	compte courant	38 864,75 €	







### 3.1.6. Charges constatées d'avance

N° cpte	Libellé compte	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
613200	Location immobilière	493 €		
613500	Location mobilière	1 425 €	1 666 €	1 214 €
614100	Charges locatives	272 €		
615600	Maintenance	920 €	1 731 €	1 777 €
618100	Documentation	19 €	8 €	175 €
626200	Téléphonie	99 €	250 €	100 €
622650	Honoraires		420 €	
<b>TOTAL</b>		<b>3 228 €</b>	<b>4 075 €</b>	<b>3 266 €</b>

## 3.2. Passif

### 3.2.1. Fonds propres 2025

comptes	Intitulé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
I10000	Report à nouveau	480 173 €	4 761 €	-	484 934 €
I29000	Résultat	4 761 €	2 474 €	-	7 235 €
<b>TOTAL</b>		<b>484 934 €</b>	<b>7 235 €</b>	-	<b>492 169 €</b>

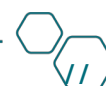
Les fonds propres (y.c. résultat de l'exercice) s'élèvent à la date de clôture à 492 169 €.

### 3.2.2. Provisions pour risques et charges

comptes	Intitulé	Montants à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice		Montants à la clôture de l'exercice
				Utilisées	non utilisées	
Provisions pour risques						
I51800	Autres provisions pour risques (retraites)	42 222 €	6 082 €	-		48 304 €
I51830	Provisions pour risques Europe	124 223 €	5 264 €	-		129 487 €
TOTAL		166 445 €	11 346 €	-		177 791 €

- **Détail des risques Europe :**

NATURE DU RISQUE	MONTANTS	INFORMATIONS
ACCRATER 2024	10 375 €	7% moyenne des CSF précédents
ACCRATER 2025	8 103 €	7% moyenne des CSF précédents
OPTER 2025	3 234 €	4% moyenne des CSF précédents
FEDER 2024	16 €	7%
FEDER 2025	2 211 €	7%
FEADER 2024	13 144 €	4% comme FEADER
FEADER 2025	9 539 €	4% moyenne des CSF précédents
<b>TOTAL RISQUES PRESENTIS</b>	<b>46 621 €</b>	
recettes FEADER 2024	40 352 €	l'instructeur pourrait considérer la participation des collectivités et des bénéficiaires comme un double financement
recettes FEADER 2025	31 350 €	
recettes FEDER 2025	11 164 €	
<b>TOTAL RISQUES ALÉATOIRES</b>	<b>82 866 €</b>	
<b>TOTAL DES RISQUES</b>	<b>129 487 €</b>	



- **Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires**

La convention collective appliquée dans l'association, convention collective des organismes de formation (IDCC 1516) prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière égale à :

- ½ mois de salaire de 1 à 5 ans d'ancienneté révolus
- 1 mois de salaire de 5 à 10 ans d'ancienneté révolus
- 1,5 mois de salaire de 10 à 15 ans d'ancienneté révolus
- 2 mois de salaire de 15 à 20 ans d'ancienneté révolus
- 2,5 mois de salaire de 20 à 30 ans d'ancienneté révolus
- 3 mois de salaire au-delà de 30 ans d'ancienneté révolus

Le montant des droits acquis, par des salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, pour indemnités de départ à la retraite à la date de la clôture de l'exercice, s'élève à 48 303,50 € et celui de 2024 est de 42 221,93 €. Le taux d'actualisation est de 3,5 %.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provision pour charges.

- **Honoraires des commissaires aux comptes**

	Commissaire aux comptes
Honoraires afférents à la certification des comptes	16 174 €
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	3 780 €
<b>TOTAL</b>	<b>19 954 €</b>

### 3.2.4. État des dettes

Tableau synthétique des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'un 1	Échéance	
			de 1 an à 4 ans	à 5 ans
Emprunts auprès des établissements bancaires	319 102 €	78 437 €	227 575 €	13 090 €
Avance trésorerie Conseils Départementaux	193 437 €	193 437 €	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	116 681 €	116 681 €	-	-

Dettes fiscales et sociales	175 711 €	175 711 €	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>804 931 €</b>	<b>564 266 €</b>	<b>227 575 €</b>	<b>13 090 €</b>

- **Emprunts auprès des établissements de crédit (détails)**

Compte	Emprunts en cours	Période remboursement	Montant emprunté	Taux	Montant échéance actuelle	Capital Restant Dû au 31/12/2025
164101	France active (prêt BFR)	11/2024 - 11/2031	50 000 €	2,50%	312,50	50 000,00 €
164105	Crédit coopératif (ERP)	12/2020 - 01/2026	70 000 €	0,53%	1 255,84	1 225,47 €
164104	France Active - MPA	07/2022 - 08/2029	100 000 €	2,00%	6 518,94	63 431,92 €
164103	Crédit coopératif (PGE)	09/2020 - 08/2026	24 900 €	0,25%	536,58	4 210,95 €
164106	Caisse d'épargne	10/2024 - 10/2029	125 000 €	4,25%	2 316,19	98 158,81 €
164107	Crédit coopératif (BFR)	12/2024 - 12/2029	125 000 €	4,25%	2 316,19	102 075,08 €
<b>TOTAL</b>						<b>319 102,23 €</b>

- **Avances de trésorerie (détails)**

Structure	Période	Montant emprunté	Solde
Département du Tarn	2024	68 056 €	68 056 €
Département du Tarn	2025	74 429 €	74 429 €
Département du Lot	2025	50 952 €	50 952 €

Ces avances sont faites à titre gracieux.

- **Dettes fournisseurs**

Tableau synthétique des factures non parvenues :

Fournisseurs	Type de dépenses	Montants
CCI Lot	Charges locatives - bureau Cahors	978,19 €
Dép. du Tarn	Charges locatives - bureau d'Albi	144,45 €
KPMG	Honoraires 2025	19 953,60 €
Administrateurs	Déplacements administrateurs 2025	333,00 €
Consultants-formateurs	Frais animation FD	14 025,00 €

Autres dettes fournisseurs :

Elles ont moins d'un an et seront réglées dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2026, pour un montant de 81 246,93 €.

- **Autres dettes**



Les autres dettes correspondent à une partie de l'avance versée par la FNADT dans le cadre du projet Grenat.



## 4. Informations relatives au **COMPTE DE RÉSULTAT**

### 4.1. Produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Compte	Produits d'exploitation	2024	2025
	<b>Cotisations adhérents</b>	<b>25 341 €</b>	<b>25 918 €</b>
• <b>Ventes de services</b>		<b>131 505 €</b>	<b>98 347 €</b>
	Participation FD	72 154 €	59 487 €
	Prestations	25 347 €	38 952 €
	Autres	34 004 €	- 91 €
• <b>Subventions d'exploitation</b>		<b>1 254 628 €</b>	<b>1 231 835 €</b>
	Union européenne	399 210 €	379 729 €
	État	264 718 €	290 507 €
	Collectivités territoriales	590 700 €	561 600 €
• <b>Autres produits</b>		<b>21 337 €</b>	<b>100 €</b>
	Reprises provision pour risques	9 384 €	0 €
	Produits divers de gestion courante	11 €	100 €
	Transfert de charges d'exploitation	11 942 €	0 €
	<b>TOTAL</b>	<b>1 432 811 €</b>	<b>1 356 200 €</b>

L'Assemblée Générale fixe annuellement les montants des cotisations.

## 4.2. Charges d'exploitation

Charges d'exploitation	2024	2025
Achats et autres charges externes	174 664 €	153 379 €
Prestations de service	432 862 €	356 108 €
Impôts, taxes et versements assimilés	39 577 €	41 132 €
Salaires et traitements	535 802 €	543 563 €
Charges sociales	213 792 €	214 036 €
Dotations aux amortissements	9 356 €	5 248 €
Dotations aux provisions	7 816 €	11 346 €
Autres charges	5 038 €	14 066 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 418 909 €</b>	<b>1 338 878 €</b>

## 4.3. Produits financiers

compte	libellé compte	2024	2025
764000	Revenus des valeurs mobilières de placement	909 €	2 682 €
<b>TOTAL</b>		<b>909 €</b>	<b>2 682 €</b>

Les intérêts des comptes financiers sont issus des placements dans les livrets d'épargne.

## 4.4. Charges financières

compte	Libellé compte	2024	2025
661100	Intérêts des emprunts et dettes	10 192 €	12 769 €
<b>TOTAL</b>		<b>10 192 €</b>	<b>12 769 €</b>



#### **4.5. Produits exceptionnels**

Néant.

#### **4.6. Charges exceptionnelles**

Néant.



## 5. Informations annexes

### 5.1. Ventilation de l'effectif

L'Adefpat compte 12 salariés au 31/12/2025.

Sur l'année 2025, il y a eu 1 arrivée (assistante administrative) et 4 sorties (assistance administrative, alternante en impact social, chargée de mission DLA et chargé de mission Guid'asso).

Répartition annuelle des ETP :

		2024		2025	
Fonction	Fonction support	3,3	32%	3,4	33%
	Fonction métier	6,9	68%	6,9	67%
Totaux		10,2	100%	10,3	100%

		2024		2025	
Statut	Statut cadre	8,8	86%	8,8	86%
	Statut non-cadre	1,4	14%	1,5	14%
Totaux		10,2	100%	10,3	100%

### 5.2. Contributions volontaires en nature

Nous n'avons pas de contribution volontaire en nature.

### 5.3. Engagement hors bilan

#### 5.3.1. Report des stages

Informations au titre des opérations non inscrites au bilan			
Nature de l'opération	Montant des risques et avantages attendus de l'opération	Garanties données	Autres informations
Stages restants à servir			123 986,50 €

Le montant des stages restant à servir s'élève à 123 986,50 € contre 203 555,00 € en 2024.